



## Le « Deal Maker » Donald Trump à l'épreuve de la méthode de Vladimir Poutine

*Après avoir personnellement repris le dialogue avec Vladimir Poutine le 12 février dernier et annoncé en grande pompe l'ouverture de négociations avec la Russie et son intention de solder rapidement ce conflit, Donald Trump a fait connaître au long de ce mois d'avril 2025 son mécontentement vis-à-vis de la Russie. Dès le 7 du mois, il déclarait être mécontent que les Russes bombardent actuellement l'Ukraine « comme des fous<sup>1</sup> » alors que des signes d'une avancée probante dans les négociations vers un cessez-le-feu se faisaient déjà attendre. Le « deal maker » Donald Trump se heurte au double discours de Vladimir Poutine. Entre conditions impossibles, latences et intensification de la guerre, Vladimir Poutine se joue actuellement de Donald Trump et de ses prétentions de faireur de paix.*

Cet Éclairage a été préparé par Yannick Quéau, le directeur du GRIP, le groupe de recherche et d'informations sur la paix et la sécurité, dans le cadre de sa chronique « Le dessous des guerres » sur LN24 (voir plus loin). Il est proposé ici dans une version enrichie et mise à jour depuis [la diffusion télévisée du 8 avril 2025](#).

\*\*\*

## Est-ce qu'on peut rappeler quelle est la situation sur le terrain ?

Après avoir peu évolué entre novembre 2024 et février 2025, la situation change ces dernières semaines. Les mutations sont pour le moment modestes, mais elles se font tout de même au détriment des Ukrainiens. La période peu favorable des mois d'hiver, les efforts russes portés sur la reprise de la région de Kursk ainsi que le soutien de l'administration Biden dans ses derniers mois d'exercice<sup>2</sup> ont permis aux forces ukrainiennes de globalement tenir leurs positions sur la ligne de front dans l'est. Malgré cela, le retrait quasi intégral des Ukrainiens de la région de Kursk<sup>3</sup>, le redéploiement des forces russes jusque-là mobilisées sur la zone Kursk-Soumy, un nouvel effort de conscription en Russie<sup>4</sup> et la planification d'une offensive printanière ou estivale annonce des moments difficiles pour les Ukrainiens.

Les bonnes nouvelles existent cependant pour l'Ukraine. Celle-ci a confirmé une incursion de ses troupes dans la région russe de Belgorod<sup>5</sup>. Même si cela est temporaire, la démarche montre la capacité des troupes ukrainienne à saisir des opportunités stratégiques et force la Russie à ne pas se dégarnir sur toute la ligne de front. Après un moment de tension majeur ayant vu les États-Unis suspendre un temps leur aide militaire à Kiev<sup>6</sup>, Washington est revenue sur sa position pour continuer d'apporter l'aide nécessaire. Ensuite, les crispations entre Washington et ses alliés de l'OTAN ont conduit de nombreux pays européens à augmenter leurs efforts de manière à crédibiliser la défense ukrainienne. Les annonces de ravitaillement de l'Ukraine en armement par les pays européens, notamment en munitions d'artillerie et en avions de combat, sont plus nombreuses (France, Royaume-Uni, Norvège, Finlande...) depuis le clash Zelensky-Trump-Vance dans le Bureau ovale.

Néanmoins, il n'est pas dit que cela soit suffisant. Dans quelques semaines, l'acheminement du paquet d'aide décidé dans les dernières semaines de l'administration Biden arrivera à son terme. Il reviendra alors à Donald Trump de décider si les États-Unis doivent renouveler ou non leur support massif à l'Ukraine.

## Il reste que, depuis le mois de février, Washington promet des négociations menant rapidement à la fin des combats. Or, les négociations s'enlisent, comment en est-on arrivé là ?

Les négociations ne font pas que s'enliser. Comme on vient de le voir, elles s'accompagnent d'une intensification des bombardements aériens. Depuis l'ouverture

des négociations, certaines sources estiment que les bombardements ont augmenté de 50 %<sup>7</sup>. Pendant que les diplomates discutent, la Russie poursuit son œuvre d'affaiblissement des moyens de défense ukrainiens dans ce qui peut ressembler à un prélude à une poussée de plus grande ampleur encore de la part des forces terrestres russes. Washington et Moscou avaient cependant su s'entendre et convaincre Kiev de conclure des cessez-le-feu limités, pour l'un, aux infrastructures énergétiques (30 jours) et, pour l'autre, aux activités sur la mer Noire<sup>8</sup>. Des échanges de prisonniers ont aussi été conclus<sup>9</sup>. Même si ces cessez-le-feu ont été violés et que ces premiers pas pouvaient sembler modestes, ils ouvraient au moins un dialogue sur une base tangible. Certains espèrent encore avec les annonces de Vladimir Poutine du 28 avril d'un cessez-le-feu de 72 heures permettront de relancer les discussions<sup>10</sup>.

La difficulté pour Washington est peut-être de s'être lancée dans ces négociations en ayant fait d'emblée trop de concessions à la Russie. On peut comprendre Washington de s'être prononcé sur l'impossibilité pour l'Ukraine de rejoindre l'OTAN, par exemple. Au regard des critères d'adhésion, faire croire à une entrée rapide de l'Ukraine dans l'OTAN a quelque chose de manipulateur et de peu crédible. Néanmoins, il n'était absolument pas nécessaire d'entériner l'impossibilité du maintien ou du retour de souveraineté de l'Ukraine sur son territoire. Faire subir à Zelensky une humiliation dans le Bureau ovale et lui imputer au passage la responsabilité, ne serait-ce que partielle, de l'invasion de son pays est aussi une démarche cavalière de la part du président Trump. Accompagner cette mise en scène et ce clash diplomatique d'une suspension de l'aide militaire et en renseignements à Kiev a été un signal inquiétant envoyé à tous les alliés des États-Unis<sup>11</sup>.

Ces éléments semblent avoir renforcé Poutine dans sa compréhension que, tôt ou tard, Washington lâcherait l'Ukraine et qu'il lui suffit donc de gagner du temps. Pour ce faire, Moscou peut se permettre de continuer de ne rien céder ou de poser des conditions équivalant à une capitulation de Kiev. C'est ainsi que la Russie réclame toujours le rattachement définitif de cinq régions ukrainiennes, dont la Crimée, à son territoire. Elle insiste aussi pour obtenir la fin du réarmement de l'Ukraine et l'arrêt de l'acheminement toute l'aide occidentale à Kiev.

### **Bonsoir le débat : le dessous des guerres**

Depuis le 27 août, les chercheurs du GRIP, Samuel Longuet et Yannick Quéau tiennent une chronique hebdomadaire intitulée « Le dessous des guerres », tous les mardis à 18h45 sur LN24. Dans l'émission Bonsoir le débat habituellement présentée par Jim Nejman (mais ici par Julien Bal), ils décryptent l'actualité des questions de paix et de sécurité internationale et vulgarisent leurs objets de recherche à destination du grand public. Cette entrevue est une reprise et un développement de la chronique du 8 avril 2025 que l'on peut retrouver le site de [LN24](https://www.ln24.com).

## Quelles sont les options de Donald Trump dans ce contexte ?

Il y a déjà eu un premier coup de pression sur la Russie de la part de diplomatie américaine et de Donald Trump lui-même après le massacre commis à Kryvy Rih (29 morts dont neuf enfants et encore plus de 70 blessés) à la suite des bombardements russes du 4 avril 2025<sup>12</sup>. C'est une première depuis le changement d'administration aux États-Unis. Et puis, il y a l'impatience de Trump qui, dans son style singulier, personnalise le discours en exprimant son mécontentement au gré des bombardements et de leurs victimes et des engagements non tenus par la Russie en matière de cessez-le-feu. Dans le même temps, Trump dit estimer que les positions de Russie et de l'Ukraine se sont rapprochées dernièrement et que les belligérants sont proches d'un accord<sup>13</sup>. Cela dit, comme on ignore tout du caractère tangible ou non de ce rapprochement et que nous n'avons pas entendu Moscou annoncer la moindre concession, on doit rester prudent.

Le problème pour Washington est que Moscou peut faire durer l'illusion de négociations très longtemps. C'est une caractéristique de la diplomatie russe et de Vladimir Poutine dans le conflit ukrainien. La méthode est éprouvée. Elle s'était déployée pendant les longues semaines ayant précédé l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Il suffit à la Russie de faire mine de consentir à des concessions pour faire traîner les choses en espérant que l'armée russe renforce pendant ce temps sa position sur le terrain.

Pour l'Ukraine, la situation est paradoxale. L'arrivée de Donald Trump au pouvoir a aggravé ses difficultés et a assombri sa relation avec son principal fournisseur en armements. Cela dit, la manière dont elle a été traitée a resserré les liens avec les autres puissances occidentales qui ont pris des mesures pour continuer de crédibiliser le droit de l'Ukraine à l'autodéfense. De plus, si l'agacement de Washington à l'égard de Moscou devait croître dans les prochaines semaines, Kiev pourrait finalement renouer des liens plus fermes avec Washington. L'enjeu pour Kiev est donc de limiter les pertes militairement et politiquement en espérant que le jusqu'au-boutisme de Moscou amène Washington à être de nouveau plus ferme envers l'envahisseur.

Pour Trump, la situation est délicate. Après avoir fait siens les narratifs de Moscou sur la responsabilité de la guerre, après avoir rabroué publiquement Zelensky, après avoir un temps suspendu l'aide militaire américaine et après avoir déployé une diplomatie volontariste quant à sa capacité à construire la paix sur une base transactionnelles et impériales, Trump entrevoit peut-être pour la première fois la possibilité d'un camouflet.

Plusieurs options s'offrent à lui :

- 1) Continuer de satisfaire Moscou pour protéger l'agenda de la paix, du moins dans sa conception. La difficulté serait alors de ne pas faire de cette paix une capitulation.
- 2) Poursuivre sur la ligne actuelle encore plusieurs semaines en espérant une inflexion de la part de Moscou. Cela comporte le risque de voir l'Ukraine affaiblir

sa position et de continuer à accentuer la méfiance au sein de l'Alliance atlantique.

- 3) Revenir sur une base plus ferme envers Moscou. Cela équivaudrait à revenir à la politique de Joe Biden tant décriée par Donald Trump. Dans cette optique, pour sauver la face, il serait impératif pour Trump au minimum de pouvoir faire valoir auprès des électeurs américains un accord avantageux sur les minerais ukrainiens.

## Que doit-on attendre maintenant ?

Pour la première fois, Trump se montre hésitant, mais ces hésitations continuent de faire le jeu de la Russie. Entre les trois options exposées, Trump ne choisit toujours pas et louvoie.

D'un côté, le président américain a ouvert la porte à une posture plus ferme envers Moscou. Il a déploré le 26 avril sur *Truth Social* qu'« *il n'y avait aucune raison pour Poutine de tirer des missiles sur des zones civiles, des villes et des villages, ces derniers jours. Cela me fait penser que, peut-être, il ne veut pas arrêter la guerre et qu'il me balade, et alors il faut faire autrement*<sup>14</sup>. » Il a dans ce contexte évoqué le possible recours à des « *sanctions bancaires* » ou des « *sanctions secondaires* » contre la Russie<sup>15</sup>.

D'un autre côté, la défiance pour ne pas dire le mépris envers Zelensky continue de caractériser les prises de parole de Donald Trump. Le président américain se dit par ailleurs « *pas nécessairement du côté de Zelensky, mais du côté de l'Ukraine, oui*<sup>16</sup>. » Et il ajoute avoir « *eu du mal avec Zelensky*<sup>17</sup>. » Néanmoins, les doutes ne sont jamais loin. On a évoqué précédemment le fait que l'administration Trump allait devoir se prononcer sur la reconduction de l'aide militaire américaine à Kiev. Sur ce sujet, Trump laisse encore planer le doute. Il déclare que « *cela ne doit pas nécessairement être des armes. Il existe de nombreuses armes différentes. Ce n'est pas forcément une arme avec des balles. Cela peut être des armes de sanctions, des armes bancaires ou d'autres armes*<sup>18</sup>. » On craint de comprendre que les sanctions bancaires ou secondaires évoquées par Trump pourraient se substituer au soutien militaire américain à Kiev plutôt que de le compléter.

Le flou entretenu par Trump quant à son aide à Kiev nuit à l'Ukraine, à l'Alliance atlantique, aux États-Unis eux-mêmes et ne profite qu'à la Russie. Cela concerne tant le principe même de l'assistance que ses modalités. Or, la Russie ne peut être raisonnablement dissuadée dans ses ambitions impériales que par une posture claire, ferme et solidaire d'alliés capables de crédibiliser le droit à l'autodéfense de l'Ukraine tout en sanctionnant économiquement la Russie pour son agression et la remise en cause par la force des tracés frontaliers en Europe. Récompenser l'agresseur par des gains territoriaux sans égard pour les conditions d'une sécurité régionale retrouvée assortie de garanties tangibles risquerait de nourrir les appétits de Moscou. Après, on peut toujours débattre de la forme de ces garanties, des ressources à y consacrer et des

rôles que les Européens et les Américains devraient remplir en cette matière, mais cette dimension est incontournable dans l'optique d'un apaisement durable des tensions.

\*\*\*

## L'auteur

Yannick Quéau est directeur du GRIP

## Pour citer cette publication

QUÉAU Yannick, « Le flou entretenu par Trump sur son soutien à Kiev nuit à l'Ukraine, à l'Alliance atlantique, aux États-Unis eux-mêmes et ne profite qu'à la Russie », Propos recueillis par Julien Bal, *Éclairage du GRIP*, 30 avril.



Le GRIP bénéficie du soutien  
du Service de l'Éducation  
permanente de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles.

Photo de couverture : Le président américain Donald Trump et le vice-président JD Vance s'opposent au président ukrainien Volodymyr Zelensky lors d'une réunion dans le bureau ovale, le 28 février 2025. [The White House](#). Domaine Public.

\*\*\*

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité  
Mundo-madou – 7-8 Avenue des Arts – 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique  
Tél. : +32 (0) 0473 982 820 – [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org) – [www.grip.org](http://www.grip.org)

## Références

- <sup>1</sup> RTBF avec BELGA, « [Guerre en Ukraine : Trump accuse les Russes de bombarder "comme des fous"](#) », *RTBF*, 8 avril 2025.
- <sup>2</sup> US Department of Defense, « [Biden Administration Announces Additional Security Assistance for Ukraine](#) », *Defense.gov*, 30 décembre 2024 ; MARQUARDT Alex, « [Biden administration announces its final military aid package for Ukraine before leaving office](#) », *CNN*, 9 janvier 2025.
- <sup>3</sup> BEALE Jonathan et LEVCHENKO Anastasiia, « ['Everything is finished' : Ukrainian troops relive retreat from Kursk](#) », *BBC*, 17 mars 2025.
- <sup>4</sup> KIRBY Paul, « [Putin begins biggest Russian military call-up in years](#) », *BBC*, 1<sup>er</sup> avril 2025.

- 
- <sup>5</sup> LELIEF Jean-Philippe, « [L'incursion ukrainienne dans l'oblast russe de Belgorod, une manœuvre stratégique et politique](#) », *Le Monde*, 9 avril 2025.
- <sup>6</sup> HUNDER Max et POLITYUK Pavel, « [US military aid pause is a blow to Ukraine, but it can sustain war effort for now](#) », *Reuters*, 4 mars 2025; LEE Matthew et Associated Press « [U.S. will immediately resume military aid as Ukraine says it is open to 30-day ceasefire](#) », *PBS*, 11 mars 2025.
- <sup>7</sup> EIJBERG MEIKE et BARBER Harriet, « [Putin does not want peace — here is the proof](#) », *The Telegraph*, 4 avril 2025.
- <sup>8</sup> KULLAB Samya, « [Things to know about the limited ceasefire between Russia and Ukraine brokered by the US](#) », *AP*, 27 mars 2025.
- <sup>9</sup> DOM Evelyne Ann-Marie, « [La Russie et l'Ukraine échangent chacune 175 prisonniers](#) », *Euronews*, 20 mars 2025.
- <sup>10</sup> SAUER Pjotr et HARDING Luke, « [Putin announces 72-hour May ceasefire in Ukraine war](#) », *The Guardian*, 28 avril 2025.
- <sup>11</sup> Voir « How Zelensky's Oval Office Meeting Turned into a Showdown With Trump », *The New York Times*,
- <sup>12</sup> Dans un premier temps, l'Ambassade américaine n'avait pas attribué de responsabilité à Moscou ce qui avait irrité Kiev, mais l'attribution de responsabilité est venue rapidement dans la journée du 5 avril lors d'une visite à Kharkiv de l'ambassadrice américaine en Ukraine. « [Ukraine's Zelenskiy disappointed with US embassy reaction to missile strike](#) », *Reuters*, 5 avril 2025.
- <sup>13</sup> TARASOVA Darya, KOTTASOVÁ Ivana, PATON WALSH Nick et TANNO Sophie « [Trump says Russia and Ukraine 'very close to deal' after Witkoff meets Putin](#) », *CNN*, 25 avril 2025.
- <sup>14</sup> Intervention de Donald Trump sur *Truth Social*, le 26 avril 2025. « *It makes me think that maybe he doesn't want to stop the war, he's just tapping me along, and has to be dealt with differently, through "Banking" or "Secondary Sanctions?"* », propos repris notamment dans O'GRADY Siobhan et MORGUNOV Serhiy, « [Trump meets Zelensky, then threatens new sanctions against Russia](#) », *The Washington Post*, 26 avril 2025.
- <sup>15</sup> Le Monde avec AFP, « [Donald Trump et Volodymyr Zelensky discutent à Rome pour la première fois depuis leur altercation dans le bureau Oval](#) », *Le Monde*, 27 avril 2025.
- <sup>16</sup> GOLDBERG, Jeffrey, « [A conversation with the president about executive power, Signalgate, and 24-karat gold](#) », *The Atlantic*, 28 avril 2025.
- <sup>17</sup> *Idem.*
- <sup>18</sup> *Idem.*



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

## 5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité Édition du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur [www.grip.org](http://www.grip.org).

Devenez donateur : IBAN : BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

**GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

Avenue des arts, 7-8  
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode  
Tél. : +32 (0) 473 982 820  
Site Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)